



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 4 novembre 2014

GRÈVE À EDF CONTRE LA PRIVATISATION DE LA PRODUCTION

Ce mardi 4 novembre, les fédérations CGT et FO de l'énergie appelaient les travailleurs d'EDF à la grève contre certaines dispositions de la loi sur la « transition énergétique » prônée par le gouvernement. Cette loi, dit le communiqué des deux fédérations, entérine la fermeture de 19 tranches nucléaires et le non renouvellement des tranches thermiques à flamme, la privatisation de l'hydraulique, la régionalisation de la distribution, la précarisation des activités Supports-Tertiaires-Commerciales ».

A la Réunion, l'hydraulique, c'est 20 % de la production d'électricité. 60 % de celle-ci sont déjà aux mains du secteur privé (Albioma, ex-Séchilienne Sidec).

Depuis une vingtaine d'années, sous la pression des lobbies financiers, EDF saucissonne la « grande maison » en une multitude de filiales de façon à casser chez les agents le sentiment qu'ils ont des intérêts communs à défendre, les gouvernements de droite comme de gauche abandonnent des pans entiers de la production d'électricité aux groupes capitalistes sous prétexte de ne pas entraver la libre concurrence qui, nous dit-on, doit déboucher sur la baisse des prix de l'énergie.

C'est un mensonge : depuis les opérations de privatisations, les prix de l'électricité et du gaz n'ont cessé d'exploser. Le gouvernement vient encore de donner son feu vert pour une augmentation du prix du courant de 2,5 %. Le service public ne cesse de se dégrader : les agences EDF ferment les unes après les autres, leurs plages horaires d'accueil se rétrécissent comme peaux de chagrin, la plupart des interventions techniques ou d'entretien du réseau sont sous-traitées rallongeant les temps d'attente et contribuant au renchérissement des prix pour les usagers. Tout cela pour remplir les poches des actionnaires. Et aujourd'hui ils veulent privatiser une plus grande partie de la production.

La réponse des électriciens ne s'est pas faite attendre, la grève à la production touche 80 % des effectifs en France et a fait fortement chuter la production d'électricité dans le pays. A la Réunion, plusieurs dizaines d'agents sont venus manifester ce matin au centre de Saint Denis. Face à la réaction des agents d'EDF, il n'est pas dit que le gouvernement ne doive pas remiser son projet néfaste. C'est en tout cas ce que souhaite la CGTR.

SUR LES CHAÎNES DE L'EXPLOITATION



Un des moyens de financer ses études quand on n'est pas fille ou fils à papa, c'est d'aller vendre sa force de travail pour quelques sous chez Mac Do, Cora, Leader Price ou Carrefour.

Pour les jeunes pas au fait des conditions d'exploitation dans les entreprises, c'est souvent un choc brutal. D'abord les cadences, les coups de gueule des chefs, le travail à temps partiel payé une misère, mais aussi les heures complémentaires effectuées en nombre, mais jamais réglées, les contrats d'un mois renouvelés de façon à ce que ces salarié(e)s ne touchent jamais les primes qui ne s'appliquent qu'après un an d'ancienneté, les majorations pour le travail le dimanche pas appliquées.

Exploitation, discriminations, de quoi faire réfléchir et révolter ceux qui seront les salariés de demain !

Ces jeunes qui, sur certaines lignes de caisses, représentent plus de la moitié des emplois font partie des plus exploités des travailleurs. C'est une main d'œuvre à bon marché qui permet aux patrons de la grande distribution de limiter l'embauche de CDI et de gonfler leurs profits.

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

LES CAISSES DE L'ÉTAT SONT VIDES... SAUF POUR LE PATRONAT !

Pendant la campagne électorale, Jean Claude Fruteau le maire de Saint Benoît avait fait la promesse aux employés communaux qu'une prime de fin d'année, équivalente à un mois de salaire, leur serait versée. Mais à présent il revient sur sa parole expliquant qu'« aujourd'hui, notre situation n'est plus du tout la même qu'en début d'année, nous devons nous astreindre à des mesures de rigueur budgétaire que j'estime nécessaires et légitimes ».

On croirait entendre ses mentors Valls ou Hollande quand ils s'expriment sur le déficit du budget de l'Etat. Ca ne les gêne pas de voter des milliards d'aides aux patrons, mais quelques centaines d'euros de plus sur le compte des travailleurs leur fait horreur !

Une bande d'hypocrites entièrement dévoués aux plus riches que les travailleurs doivent combattre et remettre à leur place. Cet argent a été promis. Il doit être versé aux intéressés !

PAS PAYÉS DEPUIS SEPT MOIS...

Les salariés de l'entreprise de nettoyage Eko Bulles avaient déjà eu maille à partir avec leur direction en avril dernier car elle ne leur réglait plus leurs salaires. Suite à leur protestation, ils avaient pu récupérer leur dû. Mais depuis cette date ils ne sont plus payés, leur patron reste introuvable. C'est pourquoi ils ont décidé de porter l'affaire devant le Tribunal Administratif le 5 novembre pour placer Eko Bulles en liquidation judiciaire ce qui leur permettra de récupérer au bout du compte leurs salaires impayés.

Les patrons voyous sont légions dans tous les secteurs de l'économie, mais ils foisonnent dans le nettoyage et la sécurité. Leurs agissements sont rendus possibles parce que les grandes entreprises leur sous traitent ces marchés. Ce sont elles qui imposent des prix au plus bas. Et ce sont les salariés de la sécurité et du nettoyage qui en paient les conséquences en étant payés au plus bas, en étant soumis à la dictature de leurs employeurs et de leurs sous fifres, voire en perdant leurs emplois.

Les salariés d'Eko Bulles ont décidé de ne plus subir et ils ont raison.

QUE SE PASSE-T-IL À GDS ?

Depuis quelques mois, plusieurs salariés de l'entreprise GDS de la Plaine des Cafres ont été remerciés. Certains seraient partis d'eux-mêmes, d'autres en rupture conventionnelle. Mais le fait qu'une demi douzaine d'entre eux, sur une trentaine d'employés, ait quitté l'entreprise en peu de temps est révélateur d'un malaise au sein de cette structure chargée de la veille sanitaire, de la prévention et de l'équarrissage dans les élevages.

PATRONS : MAUVAIS PAYEURS JUSQU'AU BOUT !

Mercredi 5 novembre, les salariés d'Eko Bulles ne seront pas seuls à ester devant le Tribunal administratif pour tenter de récupérer leurs salaires ou indemnités en souffrance. Plusieurs travailleurs de l'Est ayant gagné leurs procès contre leurs patrons devant les Prud'hommes et n'ayant toujours pas été payés des mois voire des années après, seront aussi présents dans la salle accompagnés d'un représentant de notre syndicat.

C'est l'ultime recours dans de pareils cas, car le Tribunal des Prud'hommes ne se charge pas de l'exécution des jugements rendus par lui, ce qui explique qu'un certain nombre d'employeurs joue la montre espérant décourager les travailleurs de récupérer leur dû. En les poussant au Tribunal Administratif, les travailleurs peuvent leur démontrer que cet espoir est vain. Il serait fou d'y renoncer !

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.
Venez nombreux !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68